

L'article paru dans le *Globe and Mail* de Toronto, en date du 13 avril dernier et sous la signature de M. John Leblanc, traite d'une entrevue avec M. George B. Langford, directeur du *Great Lakes Institute* de l'Université de Toronto. D'après l'auteur de l'article, M. Langford est un éducateur et un scientifique d'expérience, qui mesure six pieds quatre pouces, qui possède des diplômes tout aussi imposants et qui méprise la plupart des politiciens.

Selon l'article, M. Langford en est venu à la conclusion que peu de gens d'Ottawa l'aiment. Mais à mon avis, le ministre de l'Industrie (M. Drury), les autres membres du gouvernement et les députés ne devraient pas se laisser aveugler par les sentiments que peuvent leur inspirer les paroles de gens qui possèdent la formation professionnelle et technique nécessaire pour les conseiller sur des questions comme la pollution et le besoin d'accroître les travaux de recherche. L'article cite ensuite certaines des remarques de M. Langford qui, de l'avis de l'auteur, ont pu le faire détester des gens d'Ottawa. Permettez-moi de citer des extraits de cet article:

Le nombre croissant d'agences canadiennes et américaines qui s'occupent des lacs—agences fédérales, provinciales, internationales et de l'État—prouve, et au-delà, la loi de Parkinson. (D'après cette théorie, quel que soit leur nombre, les fonctionnaires d'un gouvernement créeront toujours assez de travail pour conserver leur emploi).

Plus loin dans l'article, on lit:

N'étant pas en très bonne relations avec la plupart des organismes de l'État, il n'est pas surpris qu'on n'ait pas eu recours aux connaissances de son organisme de recherche lorsque la crise est devenue évidente, dans le domaine hydraulique. D'autre part, il voit d'un mauvais œil le grand nombre de nouvelles mesures officielles que l'on prend actuellement au Nord et au Sud de la frontière internationale.

«Maintenant qu'ils se rendent enfin compte du problème, chacun aspire à se précipiter de tous les côtés à la fois, comme le cheval de Don Quichotte.»

Il est vrai qu'on prend partout de nouvelles mesures. Jusqu'à ces derniers temps, il y avait 77 organismes s'occupant de quelque aspect de la question des lacs. Plusieurs autres sont créés actuellement par divers gouvernements qui entreprennent des campagnes d'urgence pour supprimer ou du moins enrayer la pollution croissante des Grands lacs inférieurs.

J'espère que le Conseil des sciences du Canada ne deviendra pas simplement un de ces organismes innombrables auxquels on fait allusion dans cet article, mais qu'il servira à coordonner et peut-être à réduire le nombre d'organismes qui s'occupent de divers aspects de la recherche, parfois dans des buts opposés ou du moins sans savoir ce que fait chacun d'entre eux. Si M. Langford a bien analysé la situation en ce qui concerne les Grands lacs, cela constituerait un argument de poids

[M. Barnett.]

en faveur de la création d'un organisme dans le genre du futur conseil des sciences du Canada, pourvu qu'on lui donne l'autorité voulue et des coudées franches. Il faudra aussi mettre en œuvre ses recommandations et prendre des mesures pour réduire cette prolifération dont parle M. Langford.

Je ne lirai pas l'article en entier, mais j'en citerai un extrait où je trouve de solides arguments qui illustrent selon moi, la nécessité d'intensifier la recherche scientifique. L'article traite des mesures d'urgence exigées par la situation dans la région des Grands lacs, et il dit:

Le mouvement a été accéléré lorsqu'on s'est davantage rendu compte que les énormes quantités de déchets humains et industriels déversées dans les lacs, grands et moyens, ne permettraient plus aux eaux de se purifier...

L'eutrophication—dérèglement excessif de matières nutritives en provenance du rivage—a engendré une prolifération inquiétante des formes inférieures de vie, telles les algues, qui ont envahi plus du quart de la superficie du lac Érié. La qualité de l'eau s'est abaissée, les espèces de poisson les plus recherchées ont disparu, et de vastes portions de la rive sont polluées. Les mêmes phénomènes se rencontrent par endroits dans la région des lacs Ontario et Michigan.

On ne sait pas très bien ce que le Canada entend faire pour remédier à cette situation; il semble qu'on se borne à entreprendre de nouvelles enquêtes.

L'article traite ensuite de certains projets des États-Unis. On y indique sans équivoque qu'au point de vue de la quantité tout au moins, les États-Unis sont jusqu'ici plus responsables que le Canada de la pollution des Grands lacs. Cela est compréhensible compte tenu de la population et du développement industriel de la région.

L'auteur signale plus loin:

Le ministre fédéral des Mines, M. Jean-Luc Pepin, sur qui repose la responsabilité du gouvernement central en matière hydraulique, signale qu'Ottawa prendra cette année des échantillonnages du lac Ontario et du fleuve Saint-Laurent. Le ministère des Mines dépensera 1 million de dollars et le ministère de la Santé, un montant moindre. La Commission des ressources hydrauliques de l'Ontario—organisme provincial—fera aussi des échantillonnages.

Puis, l'article mentionne une autre question qui, à mon sens, exigera de plus en plus l'intervention publique. J'estime même qu'elle se rattache étroitement au moins aux stades initiaux du travail du Conseil des sciences. L'article signale ceci:

Moins concret—et beaucoup plus lointain—est le rôle que pourrait jouer le Conseil canadien des ministres des ressources, groupe fédéral-provincial établi il y a quelques années et dont le secrétariat est à Montréal.

Il me semble qu'à un moment donné dans l'étude en cours, il serait utile que le ministre